

« SOUS NOS YEUX »

# Avis de tempête en Iran

*par Thierry Meyssan*

Les initiatives du nouveau président iranien, cheikh Hassan Rohani, se sont largement écartées de la ligne anti-impérialiste de l'imam Khomeiny. Il semble que le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui avait favorisé l'élection de Rohani, ait décidé aujourd'hui de saboter l'accord qu'il a secrètement négocié avec les États-Unis et l'Union européenne. Washington ne l'entend pas de cette oreille et prépare son « plan B ».

RÉSEAU VOLTAIRE | TÉHÉRAN (IRAN) | 7 OCTOBRE 2014

ESPAÑOL DEUTSCH РУССКИЙ ITALIANO فارسی PORTUGUÊS



**Pour Ali Shariati, le penseur de la Révolution iranienne, tout musulman se doit d'être révolutionnaire et tout authentique révolutionnaire doit être considéré comme musulman, quelque soit sa religion. Dès lors, l'appellation « République islamique d'Iran » peut être comprise comme « République révolutionnaire d'Iran » ; une interprétation contre laquelle lutte le représentant de la faction pro-US du clergé chiite, cheikh Hassan Rohani.**

## Le projet de cheikh Hassan Rohani

**D**epuis la Révolution khomeiniste, l'Iran soutient tous les mouvements anti-impérialistes du Proche-Orient, quelle que soit la religion de leurs membres. Cependant, cette politique a été vivement contestée par la « Révolution verte » de 2009. À l'époque, le candidat « moderniste », Mirhossein Moussaoui, déclarait durant sa campagne électorale que, tout en saluant la Résistance du Hamas et du Hezbollah, ce n'était pas aux Iraniens de payer pour leur armement, ni pour la reconstruction de la Palestine et du Liban. Une fois élu, en 2013, le nouveau président cheikh Hassan Rohani intriguait les commentateurs en brandissant une clé et en laissant entendre qu'il mettrait le Trésor iranien au service de son peuple plutôt que de le consacrer à financer de hasardeux mouvements de Résistance dont certains ne sont pas même chiites. Toutefois, le peuple iranien n'accordait que peu d'importance à cette polémique, qu'il considérait à tort comme de la politique politicienne.

Lors de son élection, cheikh Rohani soulevait un vaste espoir dans son pays, les électeurs étant persuadés qu'il parviendrait à un accord avec les États-Unis et l'Union européenne qui mettrait fin aux « sanctions » et améliorerait leur pouvoir d'achat. Aujourd'hui, l'Iran a retrouvé la possibilité de vendre son pétrole sur le marché international et dispose donc de devises étrangères. La monnaie nationale, le rial, est désormais stabilisée.

On en arrive maintenant au dénouement : cheikh Rohani a négocié en secret un accord avec Washington et Bruxelles qu'il devrait rendre prochainement public [1]. Et cet accord va beaucoup plus loin que les propos de Mirhossein Moussaoui, il y a cinq ans. Il s'agit, ni plus, ni moins, que de faire basculer l'Iran dans le camp occidental, malgré sa récente entrée dans l'Organisation de coopération de Shanghai.

Selon cet accord, l'Iran livrerait son gaz à l'Union européenne. De la sorte, celle-ci pourrait s'affranchir de sa dépendance vis-à-vis de la Russie et lancer une nouvelle Guerre froide. En outre, ce gaz manquerait à la Chine et à son développement [2].

Le 24 septembre, cheikh Rohani s'en est entretenu avec son homologue autrichien, Hans Fisher, en marge de l'Assemblée

générale de l'Onu ; l'Autriche assurant la gestion du projet de pipe-line Nabucco. Les deux hommes ont discuté du financement du raccordement des champs gaziers et pétroliers iraniens, dont le coût devrait s'élever à 8,5 milliards de dollars. Un méga-chantier qui devrait générer beaucoup de corruption.

L'accord devrait conclure la polémique sur la prétendue bombe atomique dont, depuis l'élection de Mahmoud Ahmadinejad en 2005, l'Iran devrait disposer « dans quelques semaines » [3].

## Le conflit entre pro-US et anti-impérialistes

Contrairement à une idée simpliste répandue par la propagande atlantiste, la Révolution islamique ne s'est pas faite avec le clergé chiite, mais à la fois contre le Shah et contre lui. Le clergé qualifiait même l'ayatollah Khomeiny de « schismatique » jusqu'à ce qu'il suive le mouvement populaire et finisse par se rallier à l'imam. Les relations entre les révolutionnaires et le clergé s'envenimèrent à nouveau durant la guerre imposée par l'Irak : à l'époque, les Gardiens de la Révolution —dont Mahmoud Ahmadinejad— constatèrent que les enfants du clergé manquaient au front.

Durant des siècles, le clergé chiite a usé et abusé de son pouvoir en Iran. La Révolution de l'ayatollah Rouhollah Khomeiny était tout autant une réforme du chiisme qu'une lutte pour la libération nationale. Avant lui, les chiites iraniens pleuraient beaucoup la mort de l'imam Ali, avec lui, ils tentèrent de l'imiter et de combattre l'injustice.

En matière de mœurs, si tous défendent les mêmes principes, ils ne le font pas de la même manière : aussi bien le clergé (dont cheikh Hassan Rohani est aujourd'hui le représentant) que les « Forces de la Révolution » (représentées notamment par les frères Laridjani) sont favorables à la coercition, tandis que les anti-impérialistes (dont Mahmoud Ahmadinejad est le leader) prônent la valeur de l'exemple. Ainsi, le président Ahmadinejad entra en conflit avec la police des mœurs durant ses mandats, et prit publiquement position contre l'obligation du port du voile pour

les femmes et la forte recommandation de la barbe pour les hommes. Le conflit devint si aigu que des collaborateurs du cabinet du président furent arrêtés et incarcérés plusieurs mois pour « sorcellerie » (sic).

Le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui est un disciple privilégié de l'ayatollah Rouhollah Khomeiny, dispose de pouvoirs supérieurs à ceux du président de la République, mais il ne peut intervenir que rarement. Durant les dernières années, il a tenté de limiter les initiatives du turbulent Mahmoud Ahmadinejad et de le contraindre à maintenir son alliance avec les frères Laridjani. Le président Ahmadinejad s'est alors heurté à lui, notamment à propos du choix de son vice-président Esfandiar Rahim Mashaei, finalement ramené au rang de chef de cabinet du président. En définitive, l'alliance entre les Laridjani et Ahmadinejad s'est brisée dans une ambiance délétère d'accusations publiques de corruption [4].



**Le Guide suprême a favorisé l'élection de cheikh Hassan Rohani en espérant marquer ainsi une pause dans l'affrontement avec Washington. Il considère désormais que le nouveau président a franchi la ligne jaune et menace l'idéal révolutionnaire.**

## Les réactions au projet de cheikh Hassan Rohani

Plus d'un an après son élection, la popularité de cheikh Rohani est en chute libre, l'opinion publique étant partagée entre ceux qui l'accusent de ne pas avoir changé grand-chose et ceux qui

l'accusent de favoriser une classe sociale aux dépens de la majorité. À l'évidence, si Mahmoud Ahmadinejad était autorisé à se présenter à la prochaine élection présidentielle, il serait élu dès le premier tour. Cependant, on peut douter que l'occasion se présente. En 2013, son candidat, Esfandiar Rahim Mashaei, fut interdit de concourir, alors que les sondages le donnaient gagnant au second tour. Tout sera donc fait pour écarter Ahmadinejad de l'élection de 2017.

Quoi qu'il en soit, l'ancien président n'a jamais été aussi actif qu'aujourd'hui. Il mobilise son camp et semble certain de prévenir un basculement de l'Iran dans le camp atlantiste. Signe de sa probable victoire, le Guide suprême a laissé ses partisans organiser un colloque international anti-impérialiste alors qu'il s'y était opposé l'année dernière [5]. L'ayatollah Ali Khamenei s'y est même fait représenter. Il devrait donc opposer son veto au projet Rohani.

Pour les disciples de Khomeiny, ce projet équivaldrait à annihiler la Révolution et à revenir à l'époque du Shah. L'Iran renoncerait à son influence politique et se consacrerait au commerce international. Au plan intérieur, cela signifierait à nouveau l'opulence pour les dirigeants, mais pas forcément pour la population. Au passage, les peuples du Proche-Orient qui emmagasinent des victoires face à Washington, Londres et Tel-Aviv, principalement au Liban, à Gaza, en Syrie, et au Yémen, seraient à nouveau progressivement orphelins et démunis.

## Le « plan B » des États-Unis

Dans la cas probable —sauf décès prématuré du Guide suprême— d'un échec du plan Rohani, Washington continue à préparer son « plan B » : une vaste déstabilisation du pays, bien plus puissante que celle de 2009. À l'époque, il s'agissait de faire croire à un trucage de l'élection présidentielle qui aurait été gagnée par les pro-US [6]. Cette fois, il devrait s'agir d'un remake de la pseudo-révolution syrienne de 2011.

Depuis cinq ans, Washington crée et fait créer plus de 70

télévisions satellitaires en langue farsi, alors que cette langue ne connaît qu'environ 100 millions de locuteurs dans le monde, dont 80 millions en Iran. Chaque allié des États-Unis a été sollicité, de l'Union européenne à la Corée du Sud, pour diffuser des programmes à destination des Iraniens. Si tous ces médias venaient à diffuser en même temps une fausse nouvelle, celle-ci semblerait certaine aux Iraniens, dont beaucoup se sont détournés des télévisions nationales qu'ils jugent trop militantes ou trop puritaines.

En outre, personne ne sait trop qui est responsable en Iran de la censure de l'Internet. Pour prévenir la diffusion de la pornographie, les vidéos sont toutes inaccessibles et quantité de sites également. Toutefois, chaque Iranien s'est doté d'un proxy qui lui permet de contourner la censure. Le seul et unique résultat de cette pratique est de discréditer l'État ; une situation que ne manqueront pas d'utiliser les États-Unis.

Dès lors, on peut pronostiquer qu'en cas d'échec de cheikh Hassan Rohani, Washington lancera de fausses nouvelles que le public croira. Avec les techniques numériques, il est possible de donner à voir des événements d'actualité fictifs, comme cela a été expérimenté en Libye (avec la chute de la Jamahiriya diffusée avec 4 jours d'avance pour démoraliser la population) et en Syrie (avec les nombreuses manifestations que chacun à vues mais qui n'existent jamais).

Le rejet du projet Rohani ne fera donc que donner le signal d'une nouvelle confrontation.

*Thierry Meyssan*

---

[1] « [L'abdication de l'Iran](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 2 décembre 2013.

[2] « [La géopolitique des pipelines à un tournant capital](#) », par Melkulangara K. Bhadrakumar, Traduction Nathalie Krieg, *Asia Times Online*, *Réseau Voltaire*, 1er février 2010. « [Iran, la bataille des gazoducs](#) », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Il Manifesto* (Italie), *Réseau Voltaire*, 9 mars 2012.

[3] « [Qui a peur du nucléaire civil iranien ?](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 30 juin 2010.

[4] « [Ahmadinejad, l'insubmersible](#) », par Thierry Meyssan, *Al-Watan* (Syrie), *Réseau Voltaire*, 21 février 2013.

[5] La conférence New Horizons s'est tenue du 29 septembre au 1er octobre 2014 à Téhéran dans une ambiance d'unité nationale. L'ayatollah Abbas Hosseini Qaem-Maqami, Saïd Jalili (qui

se présenta à l'élection présidentielle contre Hassan Rohani) et Mohammad-Javad Larijani participaient à son ouverture.

[6] « La CIA et le laboratoire iranien », « Pourquoi devrais-je mépriser le choix des Iraniens ? », « La « révolution colorée » échoue en Iran », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 17, 21 et 24 juin 2009. « Iran : le bobard de l'« élection volée » », par James Petras, Traduction Marcel Charbonnier, *Réseau Voltaire*, 19 juin 2009.

---

Source : « Avis de tempête en Iran », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 7 octobre 2014, [www.voltairenet.org/article185506.html](http://www.voltairenet.org/article185506.html)